

MACRON NOUS FAIT LA TOTALE, SON PROGRAMME EST UN CARNAGE SOCIAL !

Empli de confiance par des sondages flatteurs et l'effet « drapeau », Macron nous promet le renouvellement de son quinquennat en pire.



LISTE (NON EXHAUSTIVE) DES PRINCIPALES MESURES PROGRAMMÉES EN CAS DE RÉÉLECTION :

- RSA conditionné à 20h de travail non rémunéré ou de formation par semaine !
- Retraite repoussée à 65 ans et fins des régimes spéciaux
- Réduction des droits de succession et d'un impôt sur les entreprises (CVAE)
- Recrutement sur profil des enseignants, mise en concurrence, fin des lycées professionnels
- Durcissement du droit d'asile et d'accueil des réfugiés

START-UP NATION, START-UP DESTRUCTION !

Désormais « France » est devenue le label du « Gouvernement Marketing Macron » :

Avec pour nos secteurs fédéraux des promesses de tsunami sur nos emplois :

- France Travail absorberait Pole Emploi, les Missions Locales, les opérateurs de formation, entre autres avec pour objectifs de territorialiser un maximum créant ainsi des ruptures d'égalité et des questions sur la pérennité de nos emplois
- Le versement à la source de certains droits est lui clairement affiché avec l'objectif clairement annoncé de supprimer 20 000 postes dans les Caisses d'Allocations Familiales.

À quand « France Famille », « France Maladie », « France Retraite », etc... ?

LA CHASSE AUX « ASSISTÉS » EST OUVERTE !

C'est donc encore pire que ce qu'on croyait ! Une activité à mi-temps sera obligatoire pour toucher le RSA et la somme misérable de 565 €.

Ces projets régulièrement mis sur la table posent une vraie question de corrélation devenue systématique entre le principe de solidarité nationale et celui du travail. Qui est responsable de la situation des millions de privés d'emplois et de précaires si ce n'est ces politiques néolibérales portées par des gens comme Macron ?

Macron vient d'inventer le mi-temps sans contrat ni droits sociaux à 565 € par mois, rien que ça ! Ça va coûter combien d'aménager cette obligation d'emploi, au regard du budget qu'il faudrait pour que les minima sociaux dépassent le seuil de pauvreté ? Même si la question se pose, ce qui importe au final pour les gens de la République En Marche ce n'est pas le coût financier, mais la mise au rencart symbolique des « assistés » qui va bien rassurer un électorat de rentiers/possédants. Sus aux pauvres !!! Abject

C'est la loi des incitations néolibérales appliquée aux plus pauvres.

Conditionner le RSA au lieu de renforcer l'accompagnement et l'insertion c'est bien dans la logique d'un homme qui ne renonce à aucune violence face aux faibles pour mieux se concilier les riches. Bientôt les jobs sous-payés qu'on retrouve en Allemagne et qui donnent l'illusion qu'il y a peu de chômage.

Avec France Travail on ne va plus accompagner les privés d'emploi, on va mettre la France au travail, sans garantie, sans condition, sans adaptation, sans tenir compte des réalités, et pourquoi pas sans salaire tant qu'on y est.

Ces mesures sont claires, la classe sociale bourgeoise mène la lutte des classes pour accroître l'exploitation des travailleurs. Nous ne devons pas nous laisser faire !

RETOUR DE LA BATAILLE DES RETRAITES

Sur les retraites, il ne s'embarrasse plus de « concertation », on passera en force, on imposera, on fera plier les salariés. La retraite à 65 ans ! **Une honte, un recul social terrible, une attaque inadmissible.** Mais ce qu'il oublie de dire c'est que ce n'est pas la pandémie qui a empêché la réforme des retraites comme il l'affirme **mais bien la mobilisation sociale dans la rue.**

Dans le même temps Emmanuel Macron annonce la suppression de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises), impôt de production au nom de la compétitivité des entreprises. On continue à choyer les patrons, on déverse des milliards sans contrepartie ni contrôle, on continue et on accentue les inégalités.

Plan de relance ou plan de résilience c'est encore nous travailleurs qui finançons !

Recul de l'âge de la retraite, nouvelle baisse des impôts de production, stigmatisation des allocataires du RSA, pas de rétablissement de l'ISF, baisse des droits de succession, pas de hausse du SMIC...

**LE MEDEF ET LES MILLIARDAIRES FRANÇAIS EN RÊVENT,
MACRON LE FERA SI NOUS NE LUI BARRONS PAS LA ROUTE !**